

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 116, Mai 2014

Citoyens/Oligarques : la guerre est-elle perdue ?

Pauvres sont ceux qui ont besoin de beaucoup, car rien ne peut les satisfaire
Sénèque

L'immense mérite de l'ouvrage de Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^{ème} siècle*, c'est de mettre en évidence la cause profonde de la concentration toujours plus forte de la richesse et du pouvoir que l'on observe aujourd'hui.

Dès lors que le rendement du capital est supérieur au taux de croissance de l'économie (ce qui s'est toujours vérifié dans l'histoire, sauf pour la période des Trente Glorieuses, en raison de circonstances exceptionnelles qui ne se reproduiront pas), il est toujours possible à ceux qui détiennent un capital suffisant d'épargner assez pour que le patrimoine hérité de la génération précédente s'accroisse plus vite que la moyenne de l'économie, et donc pour que les inégalités s'élargissent.

C'est mécanique, inexorable, nul besoin de théorie du complot pour expliquer cela.

Le niveau des inégalités approche de celui qu'on observait avant la Révolution française, ou lors de « la Belle Epoque ».

Aux Etats-Unis, les 400 individus les plus riches possèdent une fortune supérieure à celle des 150 millions d'individus au bas de l'échelle sociale. La fortune des six propriétaires de Wal-Mart, la grande chaîne de supermarchés américains, dépasse celle des 30 % de la population en bas de l'échelle. 1 % du pays possède 40 % de ses richesses, alors que 60 % du bas en possèdent moins de 2 % (David Bell, *La Révolution Proletarienne*, mars 2014 –abonnement 23€ : Jean Moreau, 26 rue des Rosiers 75004 Paris).

Un lecteur imaginaire qui lit sur l'épaule du rédacteur : - N'y a-t-il pas de limite ? Jusqu'où cela pourra-t-il aller ?

Il n'y a pas de limite. C'est le retour programmé de la domesticité, puis de l'esclavage.

Si la tendance américaine devait se poursuivre, en 2030, en y consacrant une faible part de leurs revenus, les 10 % du haut pourraient embaucher comme domestiques une bonne partie des 50 % du bas (Piketty).

-Mais ces très riches, ce n'est pas un monde homogène, ils ne sont pas tous d'accord entre eux ?

Non, en effet, les inégalités sont fortes au sein même des 1% ; il faudrait distinguer les 1/1000, les 1/10 000 ; et il existe plusieurs oligarchies : celles des pays occidentaux, celles des pays de l'ex-URSS, qui se sont partagé les ressources de l'Etat, celles des pays pétroliers ; le cas de la Chine est particulier, en raison des liens étroits avec le Parti. Ces oligarchies sont rivales, elles se disputent les dernières ressources pétrolières et minières, avec des **guerres** ou des risques de guerre : entre la Chine et le Japon, dans le monde arabe et en Afrique noire (où les monarchies pétrolières du Golfe tirent les ficelles, en utilisant à leur profit les fanatismes religieux), et aujourd'hui en Ukraine (où on trouve des oligarques dans les deux camps- ce qui ne signifie pas qu'il faut les renvoyer dos à dos et s'en laver les mains). Le monde des oligarchies est un monde violent.

-Mais il n'y a pas que des héritiers. Il y a des gens qui sortent du lot ! La méritocratie, ça existe !

Certes, il y a des exceptions qui confirment la règle. Les oligarques aiment bien ces « success-stories » à la Bill Gates où le bricoleur génial invente dans son garage le produit qui se répandra dans tous les foyers... Cela aide à motiver les troupes !

Xavier Niel, ce personnage sorti de la banlieue pavillonnaire, enrichi par le Minitel rose et condamné par la justice, est une de ces exceptions. Il fait désormais partie des dix premières fortunes de France. « L'élite » n'a d'autre choix que de s'incliner devant la seule qualité qu'elle respecte vraiment : une capacité hors norme à gagner de l'argent. Hacker, c'est-à-dire pirate

informaticien, Xavier Niel a commencé par siphonner les clients des messageries roses concurrentes sur le Minitel et aspirer les listings de France Télécom pour alimenter son propre service d'annuaire inversé. Par la suite, il a su pratiquer l'art subtil du lobbying dans les hautes sphères de l'Etat, et arracher ainsi la 4^{ème} licence de téléphonie mobile, grâce à une décision de François Fillon. Pas sectaire, il a aujourd'hui ses entrées à l'Elysée, où il a rencontré François Hollande deux fois.

Avec Pierre Bergé et Mathieu Pigasse, il est désormais propriétaire du *Monde*, et du *Nouvel Observateur*. C'est aussi le premier contributeur de la société des amis de *Médiapart* (*Le Monde*, 2 mai).

Les oligarques, on le voit, ne sont pas forcément des personnes très recommandables. « Le rendement du capital mélange de manière souvent indissociable des éléments relevant d'un véritable travail entrepreneurial (force absolument indispensable au développement économique), d'autres qui relèvent de la chance, et d'autres qui s'apparentent à un vol pur et simple » (*Piketty*).

-Mais enfin, ces oligarques ne sont qu'une poignée ! Nous sommes les 99 % ! « Nous avons le nombre, et la force du nombre », disait fièrement l'éditorial du premier numéro de CMM !

L'égalité des droits, proclamée en 1789, et la démocratie ne suffisent pas, à elles seules, à contrebalancer le rouleau compresseur de la concentration du capital. Les sans-culottes auraient été bien surpris si on leur avait dit que cent ans plus tard, les inégalités seraient revenues au même niveau qu'avant la Révolution. Et si, après le « suicide de l'Europe » qu'a été la période 1914-1945, les inégalités ont été fortement réduites, elles sont depuis reparties de plus belle à la hausse, ces quarante dernières années.

-Comment les oligarques peuvent-ils triompher du suffrage universel ?

L'argent permet de corrompre. La **corruption** est un fléau très répandu, comme chacun sait, dans les pays très pauvres d'Afrique ou d'Amérique latine, et dans les pays de l'ex-Union soviétique. Mais elle se porte bien partout, y compris dans nos pays occidentaux développés.

Pour ne citer que deux exemples récents dans notre douce France : *Serge Dassault* vient d'être mis en examen pour « achat de votes » (!) ; la condamnation en 2009 pour corruption de l'ancien ministre *Pierre Bédier* (UMP) (il avait monnayé l'attribution de marchés publics à Mantes-la-Jolie, ville dont il était maire) ne l'a pas empêché de revenir à la présidence du département des Yvelines... (*Le Monde*, 11 et 12 avril).

L'argent permet d'influencer, voire de dicter, l'écriture des lois. Les agences de **lobbying** ont leurs entrées officielles auprès des gouvernements, aux Etats-Unis, bien sûr, mais aussi à Bruxelles (Commission européenne) et Paris.

Les oligarques possèdent la quasi-totalité des journaux, magazines et télévisions, grâce auxquels ils **façonnent notre vision du monde**.

Le caractère plus ou moins soutenable d'inégalités aussi extrêmes dépend non seulement de l'efficacité de l'appareil répressif, mais également- et peut-être surtout- de l'efficacité de l'appareil de justification (*Piketty*).

Mais surtout, les oligarques (ou les « experts » à leur solde, accompagnés des habituels « idiots utiles », sincères, mais égarés) ont concocté **une idéologie sur mesure, le néolibéralisme**. Selon cette doctrine, le marché (la « concurrence libre et non faussée ») garantit l'optimum économique. Qu'importe si cette théorie repose sur des fondements anthropologiques erronés (l'homme n'est pas mu que par son seul intérêt), qu'importe si elle a conduit nombre de peuples à la perte de leur souveraineté alimentaire ou industrielle, cette théorie est débitée *ad nauseam* par les bavards qui ont le quasi-monopole du commentaire dans les médias ; c'est la seule qui a droit de cité à l'Université française, pour ce qui est improprement appelé « sciences économiques ».

Le discours néolibéral s'appuie sur des modèles mathématiques propres à séduire les esprits qui – à rebours de toute démarche scientifique- ne confrontent pas leurs modèles avec les réalités historiques. *Piketty*, pour sa part, a recueilli et interprété des siècles de données mondiales. Selon *Paul Krugman*, il a « transformé notre discours économique. Nous ne parlerons plus jamais de richesse et d'inégalités de la même manière ». Le succès qu'il rencontre aux Etats-Unis, dans les milieux universitaires et au-delà, est une (petite) raison d'espérer.

Rien ne doit échapper au marché (donc aux oligarques), puisqu'il aboutit à l'optimum. Pas même la santé, pas même l'éducation. Le périmètre de l'Etat doit se rétrécir, jusqu'à se cantonner aux domaines régaliens (la police, la justice), et encore, au sein de la « zone euro », même la monnaie a été confiée à une « autorité indépendante ». Rien ne doit faire obstacle : pas même (surtout pas) les normes sociales ou environnementales.

Mais l'Etat, c'est nous ! Les normes sociales et environnementales, ce sont nos protections, nos droits, souvent conquis de haute lutte !

Les oligarques ont déclaré la guerre aux citoyens, et ils sont en train de la gagner !

-D'ailleurs, les oligarques se jouent des frontières...

Oui, ils contournent la fiscalité grâce à l'optimisation fiscale (on se souvient qu'en France, il n'y a pas si longtemps, l'épouse du ministre du budget, par ailleurs trésorier du parti au pouvoir, conseillait fiscalement la plus riche Française...), grâce à la fraude fiscale, grâce aux paradis fiscaux. Ils poussent les Etats à se dépouiller (pour « attirer les investisseurs ») en pratiquant le dumping fiscal. Ils ont réussi le tour de force de convaincre les citoyens qu'il fallait réduire la fiscalité (alors que les contributions, c'est essentiellement la redistribution, les services publics, notre souveraineté de citoyens...).

Ils essaient d'éliminer ce qu'ils appellent des obstacles au commerce international (droits de douane, normes et régulations sociales, sanitaires, environnementales et culturelles), et qui sont les droits et protections des citoyens, grâce à l'Organisation mondiale du Commerce, et en mettant en place des « grands marchés » (transatlantique, ALENA, transpacifique,...).

Une bonne nouvelle, toutefois. Le président Obama espérait annoncer lors de sa visite en fin avril, le ralliement du Japon au traité de libre-échange que les Etats-Unis veulent conclure avec leurs alliés de la zone Asie-Pacifique. Il a échoué : le premier ministre japonais, Shinzo Abe, n'a pas su obtenir l'accord de ses agriculteurs (*Le Monde*, 29 avril). Cela donne à penser que **la mobilisation citoyenne** contre le projet de marché transatlantique (connu sous le nom de TAFTA) **peut réussir**. Au passage, il est nécessaire d'interpeller les candidats à l'élection européenne sur ce point, car le Parlement européen sera amené à approuver (ou pas) le traité.

Les oligarques n'ont pas de patrie, pas plus les oligarques français que les autres. Pas même de « patriotisme européen ».

Le CAC 40, l'indice phare de la Bourse de Paris, est détenu à plus de 50 % par des étrangers. C'est la première fois. Publicis s'allie à son concurrent américain Omnicom et déménage son siège social à Amsterdam et juridique à Londres. Lafarge « épouse » le groupe suisse Holcim et transfère ses instances de décision à Zurich. Alstom veut se marier avec l'états-unien General Electric, Vivendi est en voie de démantèlement, Lagardère, Alcatel sont fragilisés...

De même, le marché européen n'est plus la priorité des entreprises allemandes. Les investissements directs de l'Allemagne en Europe ont chuté de 82 à 52 milliards d'euros (*Le Monde*, 29,30 avril, 2 mai).

Mais l'intérêt des citoyens français, ou européens, dans tout cela ? Nos gouvernants sont-ils condamnés à n'être que spectateurs ?

-Les oligarques n'ont-ils pas réussi à inscrire les dogmes néolibéraux dans le marbre des traités européens?

Hélas oui ! Au nom de « la concurrence libre et non faussée », on interdit les établissements publics, on démantèle l'Etat.

Une décision d'une extrême gravité est passée pratiquement inaperçue : dans le cadre d'un litige entre la France et la commission de Bruxelles à propos de La Poste, la Cour de justice de l'Union européenne a rendu le 3 avril une décision où elle estime qu'à travers son statut d'Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) – qui est aussi celui de la SNCF, de la RATP, du Réseau Ferré de France, de la Comédie française, ...- La Poste bénéficiait d'une « garantie implicite illimitée » de la part de l'Etat. Ce statut permettait à l'entreprise d'emprunter à des taux avantageux. Pareille garantie, pour la Cour, constitue une « aide d'Etat illicite » faussant la concurrence entre entreprises publiques et privées.

Mais l'existence d'établissements publics est un moyen, pour l'Etat (c'est-à-dire pour les citoyens), de faire prévaloir l'intérêt général. Quel serait le réseau de transport en Ile-de-France s'il n'y avait pas eu la SNCF, la RATP, des entreprises adossées à l'Etat depuis la Libération ?

Si les traités européens interdisent les établissements publics, il faut changer les traités, il n'y a pas d'autre solution que de désobéir aux traités ! Ce qu'une majorité a fait, une autre peut le défaire.

-Et en outre, les « marchés » (c'est-à-dire les marchés financiers, c'est-à-dire les oligarques) exercent une pression directe sur les Etats !

Oui, relayée par la Commission et la Banque centrale européennes.

Pour réduire la dette des Etats, il existe trois méthodes que l'on peut combiner dans différentes proportions : l'impôt sur le capital, l'inflation et l'austérité. L'impôt exceptionnel sur le capital

privé est la solution la plus juste et la plus efficace. A défaut, l'inflation peut jouer un rôle utile : c'est d'ailleurs ainsi que la plupart des dettes publiques ont été résorbées dans l'histoire. La solution la pire, en termes de justice comme en termes d'efficacité, est une cure prolongée d'austérité. C'est pourtant celle qui est suivie actuellement en Europe (Piketty).

Hourra ! « La Grèce revient sur les marchés », se réjouit le quotidien vespéral des marchés (Le Monde). C'est la preuve, pour le gouvernement conservateur grec que les douloureux sacrifices consentis depuis quatre ans ont porté leurs fruits, et que le pays pourra bientôt se passer de ses créanciers européens. La chance, il va pouvoir emprunter à un taux d'intérêt de 5 ou 5,5 % (quand les taux d'intérêt pour l'Allemagne ou même la France sont bien inférieurs, presque nuls...) ! Tout bénéfique pour les « investisseurs », c'est-à-dire pour l'essentiel les oligarques qui à ce jeu- là ne perdent jamais, ou presque...

Les Grecs, eux, connaissent un taux de chômage de 27 % de la population active (et 60 % chez les jeunes). Un nombre croissant d'entre eux se trouvent exclus du système de santé (les chômeurs perdent leur couverture médicale, 10 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés). Le PIB a chuté de près de 25 %.

Et pourtant, tous ces efforts pourraient bien être vains : une nouvelle restructuration de la dette publique, qui culmine toujours à 175 % du PIB, sera difficile à éviter, selon plusieurs observateurs... (Le Monde, 11, 19, 23 avril).

Après trois ans de rigueur drastique, le Portugal sort enfin du plan d'ajustement imposé par la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international). Il va pouvoir emprunter sur cinq ans à 4,7% : on se réjouit pour lui ! Mais le chômage s'élève à 15 % (36 % pour les jeunes), la dette publique reste élevée (130 % du PIB). Et surtout près de 700 000 Portugais ont quitté le pays depuis 2005 sur 10,5 millions d'habitants. Quelle saignée ! (Alternatives économiques, mai ; Le Monde, 17 avril).

L'exemple historique le plus intéressant d'une cure prolongée d'austérité est celui du Royaume-Uni au XIX^e siècle. Il aura fallu un siècle d'excédents primaires (environ 2-3 points de PIB par an en moyenne de 1815 à 1914) pour se débarrasser de l'énorme dette publique issue des guerres napoléoniennes. Au total, les contribuables britanniques ont versé plus de ressources en intérêts de la dette qu'ils n'en ont consacrées à leurs dépenses totales d'éducation. Il s'agit d'un choix qui était dans l'intérêt des détenteurs des titres de dette, mais il est peu probable que ce choix était dans l'intérêt général du pays (Piketty).

-Il faut donc défaire l'Europe, revenir aux Etats-nations ?

Non, il n'y a pas de raison d'abandonner l'Europe aux oligarques. Le repli sur les Etats nations pourrait ramener la montée de la xénophobie et des tensions nationalistes. N'oublions pas qu'il n'y a pas si longtemps, l'Espagne, le Portugal, la Grèce étaient des dictatures, l'Europe centrale était sous le joug soviétique.

Il ne faut pas renoncer au rêve de Victor Hugo de construire des Etats-Unis d'Europe progressistes et démocratiques.

Certes, dès l'origine, l'Europe a été conçue comme un marché (le Marché Commun), à l'écart des peuples. Et une partie de ses membres (la Grande Bretagne, par exemple) ne voient en elle qu'une zone de libre-échange. Mais la paix est bien l'une des idées fortes qui ont présidé à la construction européenne.

Du côté de la démocratie, on est toujours loin du compte : certes, le rôle du Parlement européen, seule instance élue au suffrage universel, a bien été renforcé par l'extension de la procédure de codécision à une quarantaine de domaines. Mais il n'a toujours pas la plénitude du pouvoir législatif et du pouvoir de contrôle. Il ne vote pas les recettes du budget –prérogative essentielle de tout parlement- et pas toutes les dépenses. Les questions monétaires, fiscales, commerciales ou agricoles, pourtant de la plus haute importance, restent hors de son champ de compétence. Et la Commission échappe à tout véritable contrôle du Parlement comme du Conseil.

Pour la première fois, nous dit-on, notre vote de citoyen européen déterminera le choix du futur président de la Commission. Ce serait bien le moins, près de 60 ans après le traité de Rome !

Même s'il n'y a qu'une petite chance d'inverser la majorité au Parlement européen, il faut la saisir.

Selon un sondage publié par *Le Monde* du 29 avril, la droite (Parti Populaire Européen, libéraux centristes et conservateurs) obtiendrait 311 sièges, contre 300 pour l'ensemble sociaux-démocrates, Verts et Gauche radicale (le reste des sièges allant aux europhobes et aux non-inscrits –dont l'alliance Wilders-Le Pen) : combler l'écart n'est pas hors de portée. Plus les Verts et ce qui est appelé « gauche radicale » (emmené par le leader grec de Syriza) pèseront lourd, plus il sera possible – on peut toujours rêver- de convaincre les sociaux-démocrates de ne pas persister dans l'alliance mortifère avec la droite (Martin Schulz, candidat du Parti socialiste européen, s'accroche au déficit maximum de 3 % imposé par le traité de Maastricht : « les critères et les traités sont là, il faut les respecter », a-t-il dit).

Au sein de la zone euro, il faut, par des coopérations renforcées, progresser vers l'harmonisation fiscale et sociale, développer des politiques communes en matière de transition énergétique, de recherche et d'environnement.

Et en France, les oligarques ont le champ libre ?

Oui, le gouvernement capitule, face aux exigences de la Commission européenne. La France, sous le coup d'une procédure pour déficit excessif, présente un plan d'économies de 50 milliards d'euros sur les dépenses publiques, concentré sur trois ans, entre 2015 et 2017.

Economiser l'argent public est une nécessité. Utiliser ces économies pour réduire le coût du travail et les impôts constitue en revanche l'une des plus graves erreurs politiques de l'histoire sociale de la gauche. On pourrait dégager des marges en luttant contre la fraude, en piochant dans ces niches fiscales qui se chiffrent toujours en milliards, dans les caisses des vendeurs de médicaments ou l'élite des professions de santé, dans les marchés publics juteux, dans les méandres des investissements inutiles des collectivités locales. Laisser l'inflation réduire les salaires des fonctionnaires, le niveau des allocations logement ou les retraites de tous, repousser une hausse du RSA relève de la facilité.

En baissant les cotisations patronales, l'exécutif compte créer des emplois. Les leçons du passé sont oubliées : les mesures d'exonération n'ont jamais eu d'effet massif sur le chômage. La baisse des charges va surtout nourrir les profits (*Louis Morin, Le Monde, 26 avril*).

Le financement public des 35 heures avait été beaucoup plus efficace en termes d'emplois, observe *Guillaume Duval (Alternatives économiques)*.

Manuel Valls est bien loin du blairisme au Royaume-Uni. Sous le gouvernement travailliste de Tony Blair, loin de l'affirmation : « ce sont les entreprises qui créent les emplois », des centaines de milliers d'emplois publics avaient été créés, dont 300 000 dans la l'éducation et 400 000 dans la santé. Ni social-démocrate, ni social-libéral, le gouvernement de M. Valls mène tout simplement une politique économique... de droite (*Philippe Askenazy, Le Monde, 29 avril*).

Heureusement, la gauche et ses syndicats résistent. Au sein du parti socialiste, 40 % du bureau national et des milliers de militants ont lancé et signé un appel pour « cap à gauche », 88 députés ont manifesté leur opposition, 11 n'ont pas voté l'investiture de Manuel Valls, 41 députés socialistes se sont abstenus lors du vote sur le plan de rigueur. Quelques élus écologistes, des personnalités de la gauche du PS ont montré le chemin en manifestant le 12 avril contre l'austérité, aux côtés des militants du PCF, du PG et du NPA. Il ne devrait pas être déraisonnable de songer à une nouvelle « synthèse jaurésienne ». C'est l'écologie et le social qu'il faut aujourd'hui marier. Et par-dessus tout, c'est la démocratie qu'il faut revitaliser. Résister, s'arc-bouter sur les exigences sociales, encourager les luttes, barrer la route à tous les mauvais coups, construire la majorité alternative qui existe au Parlement : un gouvernement rouge, rose, vert, EELV, PS, FDG.

Comment la démocratie pourrait-elle reprendre le contrôle du capitalisme financier ?

L'impôt progressif sur le revenu, inventé au siècle dernier, a joué un rôle central dans la réduction des inégalités. Mais les inégalités dans la propriété du capital ont atteint un tel niveau qu'il ne suffira pas à les résorber. L'outil idéal serait un impôt mondial annuel et progressif, prélevé sur le capital au niveau individuel, accompagné d'une très grande transparence financière internationale. Mais sa mise en place pose des problèmes considérables en termes de coordination internationale.

Une première étape serait déjà d'élaborer un impôt européen sur la fortune... (*Piketty*).

La guerre des citoyens contre les oligarques n'est pas encore complètement perdue.

Il reste, ça et là, on l'a vu, des degrés de liberté.

Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer...

(mais ça aide bien quand même !)

Passons aux bonnes nouvelles.

Bonnes nouvelles

« **Pepe** » **Mujica, président de l'Uruguay**. Emprisonné treize ans dans les geôles de la dictature militaire en Uruguay (1973-1985), torturé et enfermé deux ans au fond d'un puits, cet ancien dirigeant des Tupamaros, la principale guérilla urbaine du pays, a tourné la page et œuvré pas à pas

au retour de la démocratie. « La politique, mère éternelle du devenir humain, est restée limitée à l'économie et aux lois du marché », a-t-il déclaré à l'ONU en septembre 2013. Il verse 87 % de ses revenus à des organismes de logement sociaux. C'est lui qui a rappelé la définition de la pauvreté de Sénèque citée ci-dessus. Il a autorisé le mariage gay et l'avortement, et vient de légaliser le cannabis. (*Le Monde*, 6 mai).

Les Jeunes socialistes suisses ont lancé un texte d'initiative populaire pour interdire la spéculation sur les matières premières agricoles et les denrées alimentaires. Soutenu par de nombreuses ONG, leur texte a recueilli plus de 100 000 signatures, et une votation pourrait être organisée d'ici deux ans, en Suisse, où se concentre près du tiers de la spéculation mondiale sur les matières premières. (A l'inverse de ces « idéalistes », le gouvernement, réaliste, lui, travaille à un projet de loi qui créerait un taux d'imposition unique très attractif pour les multinationales, afin de retenir les entreprises déjà présentes et d'en attirer de nouvelles...)(*Le Monde*, 25 avril).

Plus de 40 pays prêts à l'échange automatique de données fiscales. Le G5 (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Espagne) espère signer un accord lors du Forum mondial sur la transparence, prévu en octobre. (*Le Monde*, 30 avril).

Le Brésil mène la fronde contre l'hégémonie américaine sur le Net. Washington a déjà reculé et promet d'abandonner sa tutelle sur l'Icann, qui gère les noms de domaine (« .com », « .fr ») (*Le Monde*, 23 avril).

Matteo Renzi cible les hauts salaires de l'administration italienne. Objectif : qu'aucun haut dirigeant de l'administration ne gagne plus que les 19 000 € par mois versés au président de la République. Les économies pourraient atteindre 300 à 400 millions d'euros, selon les estimations les plus hautes. Il menace aussi de couper les salaires des hauts dirigeants des services publics, il a commencé à travailler sur la suppression du Sénat. (*Le Monde*, 11 avril). [*Voilà un exemple dont le gouvernement français ferait bien de s'inspirer. Et pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Pourquoi ne pas instaurer un salaire maximum, y compris pour les entreprises privées ? Il n'y a en effet plus de limite à l'indécence. Pour ne prendre que deux exemples récemment révélés : plus de 3,4 millions d'euros pour le PDG de BNP Paribas en 2013, plus de 2 millions d'euros pour celui du Crédit agricole. 2,1 millions d'euros de salaire fixe pour le PDG de l'Oréal, auxquels s'ajoute une rémunération variable de 1,83 millions d'euros... (Le Monde, 19 avril, Alternatives économiques, mai)].*

« Obamacare » : 8 millions d'Etats-Uniens couverts. Ils ont souscrit à l'une des nouvelles assurances maladie privées créées par la législation adoptée en 2010. Cela fait plus d'un siècle que la création d'un système national d'assurance maladie est débattue aux Etats-Unis. Il y a donc un progrès. Mais près de 30 millions d'Etats-Uniens ne sont toujours pas assurés... (*Alternatives économiques, mai*).

Des propositions pour résoudre la crise du logement. Le « think tank » Terra Nova propose de retirer aux maires la gestion des plans locaux d'urbanisme (PLU) et des permis de construire. Les réticences du voisinage à la construction de logements neufs pousse à l'immobilisme. On connaît l'adage « maire bâtisseur, maire battu » ! Dans les zones tendues, ce serait désormais l'Etat qui fixerait les priorités du PLU, en concertation avec les intercommunalités. A charge ensuite pour ces dernières de les mettre en œuvre. Afin de les inciter à construire, l'Etat encouragerait les bâtisseuses et pénaliserait celles qui pratiquent la rétention foncière, en modulant la dotation globale de fonctionnement.

En outre, l'acquéreur d'un terrain à bâtir serait obligé de construire dans un délai de 5 ans après son achat.

Autre piste : dissocier la propriété du foncier et du bâti. Des organismes publics pourraient consentir sur leurs terrains des baux de très longue durée (99 ans), et des particuliers à faible revenu pourraient y acheter des logements sans payer le foncier. (*Le Monde*, 23 avril).

Changement climatique et environnement

La conférence climatique de l'ONU avait adopté pour objectif souhaitable, à Cancun en 2010, de contenir l'augmentation des températures à 2°C, à l'horizon 2100. Constat du GIEC : cette limite, considérée par les scientifiques comme une frontière de l'inconnu climatique, pourrait être franchie dès 2030 au rythme actuel.

Les émissions de gaz à effet de serre ont crû de 2,2 % entre 2000 et 2010, cinq fois plus vite qu'entre 1970 et 2000 ! (*Politis, 17 avril*). *Qu'en pensent les oligarques ? Après nous le déluge !*

La guerre de l'eau a éclaté en Californie, après trois années de sécheresse. Faute de pouvoir atteindre l'océan en descendant la rivière Sacramento, devenue trop basse et trop chaude, des millions de saumons doivent être transportés... en camion. (Le Monde, 2 mai).

Dans le Sichuan, des « femmes abeilles » pollinisent à la main les vergers. Faute d'insectes, tués par les insecticides, les paysans chinois fertilisent eux-mêmes les fleurs (Le Monde, 24 avril)

--

Il y a dix ans dans CMM : Démonstration par l'absurde

En mathématiques, on connaît bien le mode de raisonnement qui consiste, pour démontrer la fausseté d'une proposition, à faire « comme si » la proposition était vraie, et à en déduire les conséquences inéluctables, jusqu'à une proposition manifestement absurde.

Tous les éditoriaux nous le serinent : il nous faut gagner la bataille de la compétitivité. Compétitivité de l'Europe par rapport à l'Asie. Compétitivité de la France par rapport aux nouveaux entrants dans l'Union européenne. Faute de quoi, les « entrepreneurs », les « capitaines d'industrie » (on ne dit plus les patrons), n'auront d'autre choix, les pauvres, ils le regrettent pour nous, que de délocaliser. C'est pourquoi il faut que les salariés consentent à travailler plus et à gagner moins. C'est pourquoi il faut que les entreprises soient déchargées des insupportables « prélèvements obligatoires », ces charges fiscales et sociales qui les écrasent et qui les pénalisent par rapport à leurs concurrents, ce qui ne peut que leur faire perdre des parts de marché, et donc finalement amène à des suppressions d'emplois. C'est pourquoi il faut démanteler le droit social : limiter le droit de grève, mettre à la raison ces syndicats tout-puissants qui prétendent faire la loi dans l'entreprise.

Tout cela est incontestable, inéluctable. D'ailleurs les Français l'ont bien compris, ils veulent, c'est le sens que selon M. Raffarin, il faut donner aux résultats des élections régionales et cantonales, les Français veulent que l'on accélère le rythme des « réformes » qui adaptent notre pays à son environnement...

Et jusques à quand cet implacable raisonnement va-t-il s'appliquer ? C'est bien simple : tant qu'il y aura, en Chine ou dans un pays du Sud, des travailleurs plus pauvres que nous qui accepteront de faire le même travail pour moins cher... Comme il y en a des milliards, on le voit, il y a de la marge...

Ce n'est que lorsque la France sera devenue un océan de misères, qu'elle sera guérie de son insuffisance de compétitivité.

Conclusion manifestement absurde : c'est donc qu'il faut prendre le problème autrement.

Comment ?

--

Courrier des lecteurs

D. C. : Que T. Piketty avance quelques idées intéressantes, notamment sur la fiscalité, n'empêche pas que son voeu d'une puissance publique européenne me semble particulièrement dangereux, de même que celui de faire élire le président de la Commission au suffrage universel. Je n'oublie pas non plus qu'il est partisan de la transformation du

système de retraite (encore) actuel en un ensemble de "comptes notionnels" qui ne vaut guère mieux que les formules de retraite par capitalisation qui ont le résultat que l'on sait...

En revanche, je souscris entièrement à l'idée de taper du poing sur la table de l'UE, quitte à y faire du chantage, genre "nous n'obéirons plus aux traités et aux directives actuelles tant que nous les jugerons contraires à l'intérêt général des peuples européens".

Enfin, contrairement à toi, je n'oublie pas que c'est sous le gouvernement Jospin que la fiscalité sur les stock-options a été scandaleusement allégée, que la funeste "prime pour l'emploi" a été instaurée, que l'Aérospatiale a été bradée à Lagardère avec le résultat que l'on sait, et que le processus de baisse des recettes fiscales dont nous sommes en train de crever a été entamé. Alors, considérer que la fiscalité sur le capital de ce gouvernement était bonne, *count me out* !

[C'est aussi sous le gouvernement Jospin qu'il y a eu les 35 heures -que je continue à considérer comme une bonne mesure- et que le chômage a reculé... Quant à la fiscalité, je n'ai fait que dire qu'il me semblait judicieux de revenir à la situation de 2002, avant les détricotages sous les mandats Chirac 2 et Sarkozy. JPAJ].

T.V. : - L'erreur est de croire que Hollande est de gauche. Ce n'est pas la gauche qui est au pouvoir, mais des gens qui ont ramassé l'étiquette « socialiste » perdue depuis longtemps et se la sont accrochée au revers de leur couteuse veste de costard parce que cette étiquette leur apportait tous les votes de ces gens perdus dans l'attente du sauveur présidentiel providentiel. (...)Alors oui, le scénario Sarko – Le Pen est de plus en plus vraisemblable.

- Je redis non à l'impôt sur le capital. Si sa base est arithmétiquement et financièrement juste, elle est dépourvue de morale. Le problème n'est pas la constitution d'un capital qui aurait payé l'impôt réel sur les profits en son temps, le problème est l'iniquité fiscale qui a présidé à la constitution du capital. (...)La justice c'est de réformer la fiscalité pour qu'elle soit enfin simple, transparente et juste (...). Je rappelle que c'est entre 600 et 1000 milliards d'Euros qui ne supportent pas l'impôt de manière illégale et légale en France. Il y a assez pour tous avec ce pactole.

- La réduction du temps de travail, pourquoi pas ? On ne résoudra pourtant pas ainsi la faiblesse du dynamisme marchand, essentiel pourvoyeur d'emplois. Alors il faut se résoudre à se référer au préambule de la constitution de 1946 qui a fait du droit au travail un droit constitutionnel du citoyen et instituer des emplois sociaux au service de la collectivité correctement rémunérés (...).

- Quant à l'Europe, elle procède d'une constitution ultra-libérale, il n'y a donc pas à s'étonner de son acharnement à éradiquer le service public. C'est l'Europe qu'il faut changer pour en faire une Europe sociale des peuples et citoyens et non plus la seule Europe du grand capital. Peut-être que si on s'efforçait de médiatiser plus cette vision de l'Europe, on pourrait faire comprendre à nombre d'adhérents du FN que l'Europe est contrairement à ce que professe Marine, le début de la solution, mais à condition qu'elle soit sociale et non plus ultra-libérale, démocratique et non plus technocratique. L'Europe, tout comme l'Etat c'est nous en fait, et c'est gravement anormal et dangereux qu'on en soit à les percevoir comme des oppresseurs et des ennemis.

Sur le site <http://local.atac.org/atac92/spip.php?rubrique173> on peut lire les numéros 11 (juillet 2004) à 89 (octobre 2011) de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et sur: <http://local.atac.org/atac92/spip.php?rubrique152>, les numéros à partir de 90 (novembre 2011), ainsi que des notes de lecture, (...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.